



PREFECTURE DOUBS

## **Arrêté n °2014322-0006**

**signé par**  
**PREF- SG - Le Secrétaire Général - Joël MATHURIN**

**le 18 Novembre 2014**

**25\_DEPARTEMENT DOUBS**

Arrêté de prescriptions spéciales - Société  
Commerciale Automobiles PEUGEOT  
CITROEN (SCA) à MONTBELIARD



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTE  
PRÉFET DU DOUBS**

*Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté*

*Unité Territoriale Nord Franche-Comté*

**ARRETE 2014**

**Société Commerciale Automobile PEUGEOT-CITROEN (SCA)  
16 Avenue d'Helvétie  
25200 MONTBELIARD**

**Arrêté de prescriptions spéciales**  
Travaux de réhabilitation et surveillance de  
la qualité des eaux souterraines

**LE PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ  
PRÉFET DU DOUBS  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**VU**

- le Titre I du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-12, L.512-20 ;
- la circulaire du 8 février 2007 relative aux Installations Classées, à la prévention de la pollution des sols et à la gestion des sols pollués ;
- le SDAGE 2010-2015 du bassin Rhône-Méditerranée et Corse approuvé par arrêté préfectoral du 20 novembre 2009 ;
- les actes réglementaires suivants encadrant les activités de la Société PEUGEOT SUCCURSALE à MONTBELIARD :
  - arrêté d'autorisation du 8 janvier 1958 (rubrique 254)
  - récépissé de déclaration du 21 juin 1962 (rubrique 255)
  - récépissé de déclaration du 29 septembre 1965 (rubrique 254)
  - arrêté d'autorisation n° 1842 du 7 avril 1972 (rubrique 254A)

- récépissé de déclaration du 23 avril 1979 (rubriques 255 et 261bis)
- arrêté d'autorisation du 11 janvier 1983 (rubriques 261bis et 253)
- récépissé de déclaration en date du 21 octobre 1983 (rubriques 68-2, 69, 405B Ib et 406 Ia)
- arrêté préfectoral complémentaire n° 5335 du 8 octobre 1987 (rubriques 261bis et 253)
- arrêté préfectoral complémentaire n° 52755 du 28 juin 1994 (rubriques 14341a et 253)
- récépissé de déclaration du 12 octobre 1998 (rubrique 1414.3)
- arrêté préfectoral complémentaire n° 9194 du 10 décembre 2002 (rubriques 1434.1°a, 1414.3, 1432.2b)
- courrier actant l'antériorité en date du 21 février 2012 actant le classement des installations sous les rubriques 1435.3, 1414.3 et 1432.2b sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique ;
- le rapport n° 03T347-01 du 14 février 2005 relatif aux travaux de dépollution des sols sur le site ;
- le rapport final n° ALR/13/186/IE – V3 relatif à la surveillance des eaux souterraines d'avril 2013, juillet 2013 et décembre 2013 ;
- le rapport n° ALR12/146/IB – V1 en date du 15 avril 2013 relatif à l'étude historique, documentaire et de vulnérabilité et au diagnostic environnemental du site ;
- le rapport n° ALR13/048/IB – V1 en date du 8 juillet 2013 relatif au diagnostic environnemental complémentaire ;
- le plan de gestion ALR13/108/IS en date du 24 juillet 2013 transmis le 4 mars 2014 et complété le 16 juin 2014 ;
- l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 4 septembre 2014 ;
- l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 18 septembre 2014 ;
- le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 22 septembre 2014 ;
- l'absence d'observations de l'exploitant à ce projet ;

**CONSIDERANT** que les rapports relatifs aux diagnostics environnementaux et à la surveillance de la qualité des eaux souterraines remis par l'exploitant mettent en évidence les conclusions suivantes :

- **l'ancienne station-service (Zone 1) :** zone impactée par des hydrocarbures et BTEX. La pollution constatée dans les sols de la zone 1 se propage au droit des eaux souterraines (PZ1 ICF) et potentiellement vers la parcelle voisine ;
- **l'actuelle station-service (Zone 2) :** zone impactée par des hydrocarbures et BTEX jusqu'au toit de la nappe à environ 2 m puis dans les sols de l'aquifère dans la zone de battement de nappe jusqu'à une profondeur comprise entre 3,50 et 4,5 m. La pollution constatée dans les sols de la zone 2 se propage au droit des eaux souterraines (PZ2) avec une diminution des concentrations rapide en aval immédiat ;

- **au niveau de la cuve enterrée d'huiles usagées (Zone 3) :** zone impactée par des hydrocarbures lourds et HAP jusqu'à 3 mètres de profondeur ; Cette pollution est associée à la présence au niveau des eaux souterraines (PZ4ICF, PZ10ICF et PZ11ICF) d'une phase flottante sur une épaisseur moyenne d'environ 1,50 m ;
- **au niveau du parking au Sud-Est du site (Zone 10) :** zone impactée en hydrocarbures, en BTEX et HAP jusqu'à 2 m de profondeur. L'impact sur les eaux souterraines (PZ5ICF) n'a pas été constaté ;
- **à proximité de la chaufferie (Zone 12) :** zone impactée en hydrocarbures et en BTEX jusqu'à l'interface de la zone saturée et de la zone non saturée. La nappe d'eau souterraine au droit de PZ6ICF n'est pas impactée.

**CONSIDERANT** que l'Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires réalisée en mai 2013 conclut à la compatibilité de l'état environnemental du site avec son usage actuel (industriel) ;

**CONSIDERANT** cependant que les pollutions constatées dans les zones 1 et 3 ont un impact avéré sur les eaux souterraines au droit du site et un impact potentiel hors site ;

**CONSIDERANT** qu'il convient d'assurer la maîtrise de cette source de pollution et que le plan de gestion remis par l'exploitant propose dans ce but la mise en place d'un traitement de la pollution des sols de la zone 1 et de la zone 3, qui paraît adapté aux caractéristiques de la pollution et des sols, et dont il convient d'encadrer le fonctionnement ;

**CONSIDERANT** que la pollution des sols de la zone 2 a été traitée mais qu'il existe néanmoins des pollutions résiduelles au droit de cette zone impactant les eaux souterraines de manière localisée (diminution des concentrations rapide en aval immédiat) et dont l'impact doit être surveillé ;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs que le SDAGE susvisé identifie la masse d'eaux souterraines « Alluvions du bassin de l'Allan » (FRDO307) comme en mauvais état chimique notamment pour les hydrocarbures totaux et les solvants chlorés, et que cette masse d'eau est répertoriée comme devant faire l'objet de mesures de traitement des sites pollués à l'origine de la dégradation des eaux ;

**CONSIDERANT** qu'il convient d'imposer à la société SCA PEUGEOT SUCCURSALE (ancien exploitant du site) au titre de l'article L512-12 du Code de l'environnement, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement :

- un maintien de la surveillance de la qualité des eaux souterraines ;
- la réalisation de travaux de réhabilitation au droit des zones 1 et 3, à savoir pour la Zone 1 l'exécution d'un traitement par extraction multi-phase et pour la Zone 3 la mise en place d'une tranchée drainante ou tout traitement d'efficacité équivalente, visant à assurer à terme la conformité des eaux souterraines en aval du site avec les objectifs de qualité fixés par le SDAGE ;
- la mise en place de restrictions d'usage une fois les travaux de réhabilitation réalisés, si des pollutions résiduelles subsistent sur le site ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;

# ARRÊTE

## **ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION**

La Société Commerciale Automobile, dont le siège social se trouve au 75, Avenue de la Grande Armée à PARIS (75116), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions spéciales du présent arrêté concernant le site qu'elle a exploité au 16 avenue d'Helvétie à Montbéliard (25200).

Les études et travaux réalisés en application du présent arrêté doivent être menés conformément aux dispositions de la norme NF X 31-620.

## **ARTICLE 2 – Conduite des opérations de réhabilitation**

La réhabilitation du site doit permettre qu'il ne s'y manifeste pas de dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Les dispositions du présent arrêté sont établies sans préjudice des autres législations et réglementations en vigueur.

La conduite des travaux fait l'objet d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé établi préalablement aux travaux. Ce plan prend en compte la problématique particulière du site compte tenu de l'état de pollution connu et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 2.1 – Réhabilitation de la Zone 1 (ancienne station-service)**

Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté et conformément au plan de gestion susvisé, l'exploitant met en œuvre des opérations de la réhabilitation de la Zone 1 (ancienne station-service) présentant des contaminations en hydrocarbures et en BTEX. Pour ce faire, il met en œuvre un traitement par extraction multi-phase, ou tout autre traitement d'efficacité équivalente.

Ce traitement est dimensionné de manière à ce que les concentrations résiduelles en composés volatils présentes dans les sols à la fin du traitement :

- ne soient pas à l'origine de risques sanitaires par inhalation pour les usagers du site (sur la base d'une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS)) ;
- ne soient pas à l'origine d'une contamination des eaux souterraines en aval du site à des concentrations supérieures aux objectifs de qualité fixés par le SDAGE.

### **Rejets atmosphériques**

Les gaz du sol extraits par le procédé de traitement sont traités par un dispositif adapté avant rejet. Les performances du dispositif doivent permettre de respecter au rejet, les valeurs limites fixées dans le tableau suivant :

<b>Paramètre</b>	<b>Valeur limite de qualité</b>
Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane	Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m <sup>3</sup> .
Benzène, si le flux horaire dépasse 25 g/h.	L'exploitant réalisera une mesure du benzène sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté et la mise en service de l'installation, réalisée dans des conditions optimales de fonctionnement de l'installation. Si le flux constaté est supérieur à 25 g/h, l'exploitant conduira une étude de risques sanitaires et la transmettra à l'inspection des installations classées. L'étude conduite devra conclure sur les concentrations moyenne et maximales admissibles au rejet et l'exploitant devra s'attacher à respecter ces concentrations.

**Tableau 1 : Valeurs limites en concentration des rejets atmosphériques**

L'exploitant réalisera une mesure de la qualité des effluents rejetés selon les paramètres visés dans le tableau 1 dès la mise en service des installations et selon une fréquence adaptée permettant de justifier de l'efficacité du traitement et a minima mensuelle pour le paramètre COV. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées selon une fréquence a minima mensuelle.

### **Rejets aqueux**

Ce paragraphe ne concerne que les conditions de rejet des rejets aqueux extraits du dispositif de dépollution et après traitement par charbon actif ou tout autre système équivalent. Tout autre rejet est interdit.

Les eaux extraites seront éliminées, après pré-traitement sur site, en fonction de leur caractéristiques de pollution soit vers :

- le milieu récepteur si absence de pollution préalablement caractérisée et dans les limites autorisées par le présent arrêté ;
- une station d'épuration urbaine si l'effluent est traitable biologiquement et respecte les valeurs limites fixées par le présent arrêté et les conditions de déversement imposées par le gestionnaire de la station d'épuration ;
- une filière de traitement de déchets hors site adaptée aux caractéristiques de pollution

Tout rejet d'effluent liquide non conforme aux dispositions ci-dessous est interdit.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'installation ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

L'exploitant réalisera une mesure de la qualité des effluents rejetés selon les paramètres visés ci-dessous dès la mise en service des installations et selon une fréquence (mensuelle). Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

L'exploitant justifiera dès la mise en service de l'installation du respect des conditions de rejet des rejets aqueux.

#### • Rejet dans une station collective

Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions.

L'exploitant justifiera auprès de l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'installation de l'aptitude de la station d'épuration réceptrice à traiter l'effluent, déterminera les caractéristiques de l'effluent et précisera le dimensionnement de l'ouvrage de prétraitement prévu (charbon actif).

Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO<sub>5</sub> ou 45 kg/j de DCO, les concentrations de l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :

- MEST : 600 mg/l ;
- DBO<sub>5</sub> : 800 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;
- Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.
- indice phénols 0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
- chrome hexavalent et composés (en Cr) 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
- plomb et composés (en Pb) 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
- cuivre et composés(en Cu) 0,5 mg/l (2) si le rejet dépasse 5 g/j
- chrome et composés(en Cr) 0,5 mg/l (2) si le rejet dépasse 5 g/j
- nickel et composés (en Ni) 0,5 mg/l (2) si le rejet dépasse 5 g/j
- zinc et composés (en Zn) 2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
- manganèse et composés (en Mn) 1 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j
- étain et composés (en Sn) 2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
- fer, aluminium et composés(en Fe+Al) 5 mg/l (2) si le rejet dépasse 20 g/j
- Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) (3) 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j
- hydrocarbures totaux 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j
- substances toxiques, bioaccumulables ou nocives pour l'environnement (au rejet final, en flux et concentration cumulés) :

- HAP : 0,05 mg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j ; les valeurs limites sont des valeurs limites mensuelles, les valeurs limites journalières ne devant pas dépasser 2 fois les valeurs limites mensuelles
- benzène, anthracène, éthylbenzène, naphtalène, xylène : 1,5 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j ; les valeurs limites sont des valeurs limites mensuelles, les valeurs limites journalières ne devant pas dépasser 2 fois les valeurs limites mensuelles
- toluène : 4 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j ; les valeurs limites sont des valeurs limites mensuelles, les valeurs limites journalières ne devant pas dépasser 1,5 fois les valeurs limites mensuelles

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de l'autorisation au raccordement au réseau public délivrée, en application de « l'article L. 1331-10 » du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

#### • Rejet dans le milieu naturel

Les eaux peuvent être rejetées au milieu naturel si elles respectent les valeurs limites en concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

- Matières en suspension totales : 100 mg/l si le flux journalier est inférieur à 15 kg/j, 35 mg/l au-delà.
- DBO5 (sur effluent non décanté) : 100 mg/l si le flux journalier est inférieur à 30 kg/j, ce flux est ramené à 15 kg/j pour les eaux réceptrices visées par le décret 91-1283 du 19 décembre 1991 susvisé ; 30 mg/l au-delà.
- CO (sur effluent non décanté) : 300 mg/l si le flux journalier est inférieur à 100 kg/j, ce flux est ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par le décret 91-1283 susvisé, 125 mg/l au-delà.
- Azote azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si le flux journalier est égal ou supérieur à 50 kg/jour.
- Phosphore (phosphore total) : 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si le flux journalier est égal ou supérieur à 15 kg/jour.
- indice phénols 0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j.
- chrome hexavalent et composés (en Cr) 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
- plomb et composés (en Pb) 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j.
- cuivre et composés (en Cu) 0,5 mg/l (2) si le rejet dépasse 5 g/j.
- chrome et composés (en Cr) 0,5 mg/l (2) si le rejet dépasse 5 g/j.
- nickel et composés (en Ni) 0,5 mg/l (2) si le rejet dépasse 5 g/j.
- zinc et composés (en Zn) 2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j.
- manganèse et composés (en Mn) 1 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j.
- étain et composés (en Sn) 2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j.
- fer, aluminium et composés (en Fe+Al) 5 mg/l (2) si le rejet dépasse 20 g/j.
- composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) (3) 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.
- hydrocarbures totaux 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.
- substances toxiques, bioaccumulables ou nocives pour l'environnement (au rejet final, en flux et concentration cumulés) :
- HAP : 0,05 mg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j ; les concentrations mensuelles ne doivent pas dépasser la valeur limite, les concentrations journalières ne doivent pas dépasser 2 fois la valeur limite ,
- Benzène, anthracène, éthylbenzène, naphtalène, xylène : 1,5 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j ; les concentrations mensuelles ne doivent pas dépasser la valeur limite, les concentrations journalières ne doivent pas dépasser 2 fois la valeur limite,



- Toluène : 4 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j ; les concentrations mensuelles ne doivent pas dépasser la valeur limite, les concentrations journalières ne doivent pas dépasser 2 fois la valeur limite.

### **Suivi de l'efficacité du traitement**

L'exploitant met en place un monitoring adapté des concentrations en composés organiques volatils dans les sols, afin de mesurer l'efficacité de traitement réalisé et d'en adapter au besoin le fonctionnement.

Le programme de suivi sera transmis à l'inspection des installations classées dès la mise en service de l'installation.

### **Bilans**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, de manière régulière et a minima trimestriellement, un bilan de l'avancement des travaux de dépollution :

- les résultats de suivi de l'efficacité des dispositifs de traitement des gaz extraits et des eaux d'exhaure ;
- les résultats de suivi de l'efficacité du traitement de dépollution accompagnés d'un bilan massique permettant d'estimer les quantités de polluants extraits et du volume d'eaux pompées, ainsi que les taux d'abattement obtenus.

Tout dépassement des valeurs limites d'émissions fixées par le présent arrêté doit être immédiatement porté à la connaissance de l'inspection.

Toute modification des dispositions prévues par le présent article (rendue par exemple nécessaire par des contraintes techniques non identifiées au départ) est portée à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées, si possible avant sa mise en œuvre ou dans les plus brefs délais si une action rapide est nécessaire.

En particulier :

- si l'exploitant modifie les caractéristiques du traitement envisagé dans le plan de gestion susvisé, il transmet au Préfet les nouvelles mesures de gestion envisagées, justifiées sur la base d'un bilan coût-avantage, avant leur réalisation,
- si le monitoring réalisé met en évidence que le système de traitement mis en place ne permettra pas de répondre aux objectifs fixés dans des délais raisonnables, l'exploitant propose au Préfet des mesures de gestion complémentaires, sur la base d'un bilan coût-avantage.

Il remet dans les 3 mois suivant la fin des travaux un document faisant le récolement des travaux réalisés et un bilan sur leur efficacité par rapport aux objectifs de dépollution fixés.

## **Article 2.2 – Réhabilitation de la Zone 3 (ancienne cuve d'huiles usagées)**

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté et conformément au complément apporté au plan de gestion (transmis le 6 juin 2014), il est procédé à l'engagement des opérations suivantes concernant la réhabilitation de la Zone 3, ou à toutes opérations d'efficacité équivalente :

- dégazage et extraction de la cuve ;

- excavation et élimination des terres à proximité de la cuve vers une filière autorisée. Les bordereaux de suivi des déchets devront être transmis à l'inspection des installations classées ; Des analyses en bord et fond de fouille seront réalisées et communiquées à l'inspection des installations classées.
- Réalisation d'une tranchée drainante telle que prévue dans le plan de gestion susvisé et représentée sur le plan en annexe du présent arrêté ;
- Élimination des terres impactées issues de la réalisation de la tranchée drainante vers une filière autorisée. Les bordereaux de suivi des déchets devront être transmis à l'inspection des installations classées ; Des analyses en bord et fond de fouille seront réalisées et communiquées à l'inspection des installations classées.
- Écrémage du flottant par pompage dans la tranchée drainante ;
- Pompage des eaux présentes dans la tranchée drainante lors de la présence d'une phase flottante suffisante ;
- Élimination des effluents pompés et écrémés en tant que déchets vers une filière autorisée. Les bordereaux de suivi des déchets devront être transmis à l'inspection des installations classées.

La mise en stockage temporaire sur site des terres polluées avant élimination doit se faire de manière à éviter toute pollution des sols et sous-sols et ne doit pas dépasser un an.

Ce traitement est dimensionné de manière à ce que les concentrations résiduelles présentes dans les sols :

- n'engendrent pas d'hydrocarbures en phase flottante en aval de la tranchée drainante ;
- ne soient pas à l'origine de risques sanitaires par inhalation pour les usagers du site (sur la base d'une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS)) ;
- ne soient pas à l'origine d'une contamination des eaux souterraines en aval du site à des concentrations supérieures aux objectifs de qualité fixés par le SDAGE.

### **Suivi de l'efficacité du traitement**

L'exploitant met en place un monitoring adapté afin de mesurer l'efficacité de traitement réalisé et d'en adapter au besoin le fonctionnement.

Le programme de suivi sera transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'installation.

L'exploitant suit notamment la qualité des eaux souterraines au droit des piézomètres PZ10ICF, PZ11ICF, PZ12ICF, PZ13ICF, PZ14ICF, PZ15ICF et PZ16ICF implantés tels que présentés en annexe au présent arrêté tel que prévu à l'article 3.2.

### **Bilans**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées de manière régulière et a minima mensuellement pendant les 6 premiers mois puis trimestriellement les résultats de suivi de l'efficacité du traitement de dépollution.

Toute modification des dispositions prévues par le présent article (rendue par exemple nécessaire par des contraintes techniques non identifiées au départ) est portée à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées, si possible avant sa mise en œuvre ou dans les plus brefs délais si une action rapide est nécessaire.

En particulier :

- si l'exploitant modifie les caractéristiques du traitement envisagé dans le plan de gestion susvisé, il transmet au Préfet les nouvelles mesures de gestion envisagées, justifiées sur la base d'un bilan coût-avantage, avant leur réalisation,
- si le monitoring réalisé met en évidence que le système de traitement mis en place ne permettra pas de répondre aux objectifs fixés dans des délais raisonnables, l'exploitant propose au Préfet des mesures de gestion complémentaires, sur la base d'un bilan coût-avantage.

Il remet **dans les 3 mois suivant la fin des travaux** un document faisant le récolement des travaux réalisés et un bilan sur leur efficacité par rapport aux objectifs de dépollution fixés.

### **Article 2.3 – Mesures d'hygiène et de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par la nature des travaux et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des sites faisant l'objet de travaux. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Toutes les dispositions sont prises pour prévenir les incidents et les accidents, ainsi que pour en limiter les conséquences.

Le personnel est formé aux risques présentés par la nature des travaux sur le site, les matières manipulées et les précautions à observer.

Le personnel employé aux travaux de réhabilitation est équipé de moyens de protection individuelle appropriés (masques, vêtements de protection, lunettes, casque,...).

Une signalisation adaptée est mise en place pour avertir les usagers des voies périphériques des dangers potentiels découlant de la réalisation des travaux.

Des dispositifs de balisage et de protection sont mis en place et maintenus en bon état pendant toute la durée des chantiers pour isoler et protéger les travaux réalisés ou en cours d'exécution présentant un danger potentiel vis-à-vis de tiers (autorisés ou non).

Les mesures citées ci-dessus ne sont pas exhaustives et ne dispensent pas l'exploitant de s'assurer du respect, par la ou les entreprises intervenant sur les chantiers, de la réglementation et de la réalisation des travaux dans les règles de l'art.

### **Article 2.4 – Consignes particulières**

Des procédures sont établies de manière à assurer :

1. la sécurité des chantiers,
2. la coordination des travaux de réhabilitation,
3. le respect des dispositions relatives à la remise en état du site, en précisant notamment la liste détaillée des contrôles à effectuer à chaque étape des travaux.

Des consignes définissant la conduite à tenir en cas d'accident, d'incident, de pollution accidentelle ou de découverte de zones susceptibles d'être polluées non identifiées dans le cadre des études déjà réalisées sont formalisées.

L'ensemble des consignes est porté à la connaissance des personnes intervenant sur le site.

#### **Article 2.5 – Déclaration des incidents et des accidents**

Les accidents ou incidents survenus pendant les opérations de réhabilitation du site, et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, doivent être déclarés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

#### **Article 2-6 : Prévention de la pollution des eaux**

Des dispositifs sont mis en place et entretenus de façon à ce qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou le milieu naturel.

Le rejet direct ou indirect d'eaux résiduaires, même traitées dans une nappe souterraine, est interdit.

#### **Article 2-7 : Prévention de la pollution de l'air**

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, fumées, matériaux pollués et matières diverses susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique doivent être prises.

Des dispositions doivent être prises pour éviter toute dispersion dans l'environnement des terres polluées lors des travaux de réhabilitation (humidification des véhicules de chantier et des aires de travail, nettoyage des roues des engins de chantier, limitation de la vitesse des engins, couverture des terres excavées,...).

#### **Article 2-8 : Prévention des nuisances sonores**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Les travaux de réhabilitation sont réalisés de façon à ce que leur conduite ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations transmis par voie aérienne ou solidienne, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage, ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

En particulier :

- les travaux sont réalisés de jour (entre 7h et 22h), sauf les samedis, dimanches et jours fériés,
- l'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents,
- les engins utilisés pour le chantier à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur,
- les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations sont isolées du sol ou des structures les supportant par des dispositifs antivibratoires efficaces,
- les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure à 6 dB(A) dans les zones à émergence réglementée,
- les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser 70 dB(A) en limite du site durant le fonctionnement du chantier.

#### **Article 2-9 : Gestion des déchets**

Il est tenu une comptabilité régulière et précise des déchets produits par la remise en état du site. A cet effet, un registre est ouvert comprenant notamment les informations suivantes :

- nature et quantités de déchets produits avec mention du code des déchets et de leur origine,
- dates d'enlèvement,
- noms des entreprises assurant l'enlèvement et le transport,
- noms des entreprises assurant le traitement ou l'élimination (destination finale) en précisant la localisation du centre de traitement,
- modes de traitement ou d'élimination.

L'exploitant effectue la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques adaptées.

Les déchets produits, entreposés avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les entreposages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides répandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets entreposés sur le site doit être aussi réduite que possible.

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. En particulier, il s'assure que les installations de traitement ou d'élimination auxquelles il fait appel sont régulièrement autorisées à cet effet.

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets sur le site objet du présent arrêté est interdite.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi des déchets dangereux conformément à la réglementation en vigueur. Une copie des bordereaux émis est transmise à l'inspection des installations classées à la fin des différentes étapes des travaux de réhabilitation.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions de la section 4 du chapitre Ier du titre IV du livre V du Code de l'Environnement, relative au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lors de chaque enlèvement et transport, l'exploitant doit s'assurer lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations applicables en la matière.

### **Article 2-10 : Contrôles**

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses complémentaires. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 3 - SURVEILLANCE DE LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES**

### **Article 3.1 - Réalisation de forage en nappe**

Lors de la réalisation d'un forage en nappe (surveillance ou prélèvement d'eau), toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

### Article 3.2 - Réseau et programme de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Statut	Nom usuel	Localisation par rapport au site	Aquifère capté	Profondeur de l'ouvrage
Ouvrages existants	PZ1 ICF	Aval zone 1	Alluvions du bassin de l'Allan (FRDO307)	6,80 m
	PZ2	Aval zone 2		5,90 m
	PZ2 ICF	Au droit de la zone 2		6,70 m
	PZ3 ICF	Sur site – aval latéral zone 2		6,40 m
	PZ5 ICF	Aval site		6,60 m
	PZ6 ICF	Aval bâtiment		5,29 m
	PZ7 ICF	Aval site		5,33 m
	PZ8 ICF	Au droit du site		5,28 m
	PZ9 ICF	Amont site		6,70 m
	PZ10 ICF	Latéral zone 3		6,70 m
	PZ11 ICF	Au droit de la zone 3 – Amont tranchée drainante		6,40 m
	PZ12 ICF	Aval zone 3 et tranchée drainante		6,07 m
	PZ13 ICF	Latéral zone 3		6,70 m
	PZ14 ICF	Aval zone 3 et tranchée drainante		6,62 m
Ouvrages à implanter	PZ15 ICF	Aval zone 3 et tranchée drainante		À définir
	PZ16 ICF	Aval Zone 3 et tranchée drainante		

L'exploitant complètera le réseau de surveillance comme défini ci-dessus. La localisation des ouvrages est précisée sur la plan joint en annexe du présent arrêté.

La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies dans l'article 2.1 du présent arrêté.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur.

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants avec les fréquences associées :

Statut	Nom usuel des ouvrages	Fréquence des analyses	Paramètres	
			Nom	Code SANDRE
Ouvrages existants	PZ1 ICF, PZ2, PZ2 ICF, PZ3 ICF, PZ5 ICF, PZ6 ICF, PZ7 ICF, PZ8 ICF, PZ9 ICF	Semestrielle (période de hautes eaux et de basses eaux)	Hydrocarbures C10-C40	3319
			Benzène	1114
			Toluène	1278
			Ethylbenzène	1497
			Xylènes totaux	1780
			HAP (somme 4)	2033
			HAP (somme 6)	2034
			Dichloroéthane 1,2	1161
			Dichloroéthène 1,1	1162
			Dichloroéthène 1,2 cis	1456
			Dichloroéthylène 1,2	1727
			trans	1168
Ouvrages de contrôle de l'efficacité de la tranchée drainante	PZ10 ICF, PZ11 ICF, PZ12 ICF, PZ13 ICF, PZ14 ICF,  Ouvrages à implanter : PZ15 ICF PZ16 ICF	Trimestrielle pendant la première année puis semestrielle	Dichlorométhane	1655
			Dichloropropane1,2	1487
			Dichloropropène1,3	1276
			Tétrachlorométhane	1286
			Trichloroéthylène	1272
			Tétrachloroéthylène	1284
			Trichloroéthane 1,1,1	1135
			Chloroforme	1753
			Chlorure de vinyle	1652
			Hexachlorobutadiène	1122
			Bromoforme	

L'exploitant suit notamment la qualité des eaux souterraines au droit des piézomètres PZ10ICF, PZ11ICF, PZ12ICF, PZ13ICF, PZ14ICF, PZ15ICF et PZ16ICF implantés tels que présenté en annexe au présent arrêté selon une fréquence trimestrielle pendant la première année puis semestrielle pendant toute la durée de fonctionnement de la tranchée drainante. L'arrêt de la surveillance ou la modification des conditions de surveillance devront être soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

### Article 3.3 - Suivi piézométrique

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

### Article 3.4 - Transmission des résultats

L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées les résultats des contrôles, accompagnés de commentaires, **dans le mois qui suit leur réception.**



Si les résultats mettent en évidence une évolution défavorable de la pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour en rechercher l'origine et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que besoin entreprendre les études et les travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe phréatique.

Il informe le Préfet et l'Inspection des Installations Classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

### **Article 3.5 - Bilan quadriennal**

L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans, un dossier faisant le bilan des résultats de surveillance des eaux souterraines sur la période quadriennale écoulée et comportant les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant :

- réexaminer le plan de gestion établi ;
- réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R.512-8-II-1° du Code de l'environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

## **ARTICLE 4 - MISE EN PLACE DE RESTRICTIONS D'USAGE**

### **Article 4.1 - Dépôt de dossier**

Si des pollutions résiduelles subsistent sur le site, l'exploitant fait parvenir au Préfet **dans un délai de six mois à compter de la fin des travaux** un dossier proposant les restrictions d'usage à mettre en place sur le site une fois les mesures de dépollution réalisées, le cas échéant, pour garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement et assurer la pérennité de la surveillance en accord avec les usages futurs sur site et hors site.

Ce dossier doit comprendre :

- une notice de présentation,
- un plan faisant ressortir le périmètre établi autour de l'installation ainsi que les aires correspondant à chaque catégorie de servitudes,
- un plan parcellaire des terrains et bâtiments indiquant leur affectation, l'énoncé des règles envisagées dans la totalité du périmètre ou dans certaines de ses parties.

### **Article 4.2 - Coûts des restrictions**

Les coûts liés à l'institution des restrictions sont supportés par le responsable de la pollution.

## **ARTICLE 5 - SANCTIONS**

Le non-respect des prescriptions fixées par le présent arrêté entraînera l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le Chapitre IV du Titre I du Livre V et par le Titre VII du Livre I du Code de l'Environnement.

## **ARTICLE 6 - FRAIS**

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 7 - DELAIS DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de BESANÇON :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification qui lui est faite du présent arrêté,
- par les tiers, dans un délai de un an à compter de la publication et de l'affichage de cet arrêté.

## **ARTICLE 8 - NOTIFICATION ET PUBLICITE**

Le présent arrêté sera notifié à la Société Peugeot SA – 75 avenue de la Grande Armée – 75116 PARIS.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins de l'exploitant jusqu'à la réalisation complète des travaux de dépollution.

Un extrait sera publié, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en Mairie de MONTBELIARD par les soins du Maire pendant un mois.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

## **ARTICLE 9 - EXECUTION ET AMPLIATION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs, le Sous-Préfet de l'Arrondissement de MONTBELIARD, le Maire de MONTBELIARD, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée :

- au Sous-Préfet de l'Arrondissement de MONTBELIARD,
- au Maire de MONTBELIARD,
- à la Direction Départementale des Territoires,
- à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,
- à la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,

- au Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Économiques de Défense et de Protection Civile,
- ☛ à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours,
- ☛ à l'Agence Régionale de la Santé – Unité Territoriale Santé Environnement Nord-Franche-Comté,
- ☛ à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté à Besançon,
  - Service Prévention des Risques – Temis Center 3 – Technopole Microtechnique et Scientifique – 17E Rue Alain Savary – BP 1263 – 25005 BESANÇON CEDEX,
  - Unité Territoriale Nord Franche-Comté – 8 Rue du Peintre Heim – CS 70201 – 90004 BELFORT CEDEX.

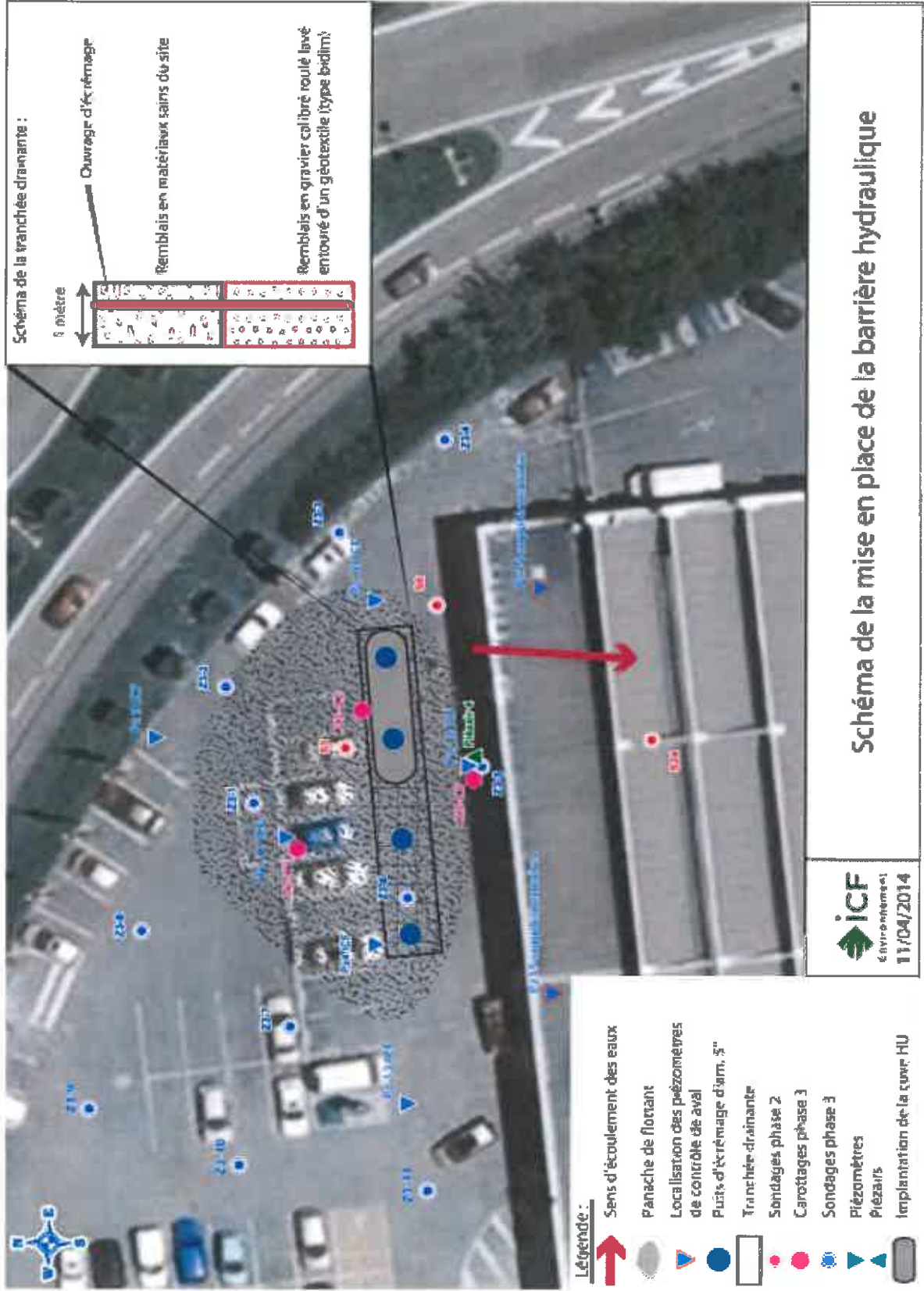
Besançon, le

**1 8 NOV. 2014**

LE PREFET

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Joel MATHURIN



**Localisation des piézomètres sur le site, 16 avenue d'Helvétie à Montbéliard**





## Implantation des piézomètres à proximité de l'ancienne cuve d'huiles usagées

